

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TRIMS/W/23

4 octobre 2002

(02-5337)

---

## RAPPORT (2002) DU COMITÉ DES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU COMMERCE

### Projet

#### I. INDICATIONS GÉNÉRALES

1. Le présent rapport est soumis en application de l'article 7:3 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce, qui dispose que le Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce fait rapport chaque année au Conseil du commerce des marchandises. Il porte sur la période allant d'octobre 2001 à [octobre 2002].<sup>1</sup>

2. Le Comité s'est réuni le 21 mai 2002 sous la présidence de M. Paul Bennett (Irlande) et les 10 juillet et 14 octobre 2002 sous la présidence de M. Vassili Notis (Grèce). Le compte rendu de ces réunions est reproduit sous les cotes G/TRIMS/M/13, G/TRIMS/M/14 et G/TRIMS/M/15, respectivement. Les réunions du Comité étaient ouvertes aux Membres, aux gouvernements ayant le statut d'observateur auprès de l'OMC et aux organisations intergouvernementales internationales auxquelles le Comité a accordé le statut d'observateur régulier (FMI, OCDE, ONU, CNUCED et Banque mondiale). Les demandes de statut d'observateur émanant de plusieurs autres organisations internationales sont en cours d'examen.

#### II. NOTIFICATIONS

3. L'article 5:1 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce dispose que, dans un délai de 90 jours à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, les Membres notifieront toutes les mesures concernant les investissements et liées au commerce ("MIC") incompatibles avec l'Accord. L'article 5:2 prévoit une période de transition pour l'élimination des mesures qui sont notifiées au titre de l'article 5:1 et qui étaient en vigueur au moins 180 jours avant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Conformément à une décision adoptée par le Conseil général en avril 1995, les gouvernements admis à devenir Membres originels de l'OMC qui ont accepté l'Accord sur l'OMC après le 1<sup>er</sup> janvier 1995 disposent d'un délai de 90 jours après la date de leur acceptation de l'Accord sur l'OMC pour présenter des notifications au titre de l'article 5:1, les délais prévus pour l'élimination des MIC notifiées au titre de l'article 5:1 étant régis par référence à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC lui-même.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Le précédent rapport annuel figure dans le document G/L/390 du 20 septembre 2000.

<sup>2</sup> WT/L/64.

4. L'annexe 1 contient une liste de toutes les notifications de mesures au titre de l'article 5:1.<sup>3</sup> Dans le cas de certains Membres, les notifications ont été présentées après le délai de 90 jours prévu.

5. Certains Membres ont notifié au Comité qu'ils n'appliquent aucune MIC incompatible avec l'Accord. Pendant la période considérée, une notification de ce genre a été présentée par le Taipei chinois. On trouvera à l'annexe 2 la liste de tous les Membres qui ont présenté de telles notifications.

6. L'article 5:5 traite des conditions dans lesquelles, pendant les périodes de transition prévues à l'article 5:2, les Membres peuvent appliquer les MIC notifiées au titre de l'article 5:1 à de nouveaux investissements. Le Comité a adopté un modèle de présentation des notifications au titre de cette disposition (G/TRIMS/3), mais, jusqu'à présent, aucune notification de ce genre n'a été présentée.

7. Un certain nombre de Membres ont présenté des notifications au titre de l'article 6:2, qui prévoit la notification au Secrétariat des publications où figurent des renseignements sur les MIC. Une liste de ces notifications a été distribuée sous la cote G/TRIMS/N/2/Rev.9 et Addenda 1 à 8. On trouvera à l'annexe 3 la liste des Membres qui ont présenté des notifications de ce genre.

### III. QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE EN SUSPENS

8. Conformément à la décision prise par le Conseil du commerce des marchandises (CCM) le 7 mai 2002, le Comité des MIC s'est vu confier la responsabilité de mener les travaux sur les questions de mise en œuvre en suspens visées aux tirets 37 à 40 du document JOB(01)/152/Rev.1 et de rendre régulièrement compte au CCM de l'avancement de ces travaux. À ses réunions des 21 mai, 10 juillet et 14 octobre, il a examiné les tirets pertinents, à savoir:

- Tires 37: Les pays en développement auront une autre possibilité de notifier les MIC existantes qu'ils seraient alors autorisés à maintenir jusqu'à la fin de la nouvelle période de transition.
- Tires 38: Les dispositions de l'article 5:3 doivent être dûment modifiées et rendues impératives.
- Tires 39: Les pays en développement seront exemptés des disciplines régissant l'application des prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale, par l'inclusion d'une disposition d'habilitation aux articles 2 et 4.
- Tires 40: Des dispositions spécifiques seront incluses dans l'Accord afin de donner aux pays en développement la flexibilité nécessaire pour mettre en œuvre des politiques de développement (visant à répondre, entre autres, aux préoccupations sociales, régionales, économiques et technologiques) qui pourraient aider à réduire les disparités vis-à-vis des pays développés.

9. Le Comité a procédé à un échange de vues utile sur ces questions et, de façon plus générale, sur la mise en œuvre de l'Accord sur les MIC. Les débats sont exposés en détail dans les sections pertinentes des comptes rendus des réunions du Comité (G/TRIMS/M/13, G/TRIMS/M/14 et G/TRIMS/M/15).

---

<sup>3</sup> Les notifications au titre de l'article 5:1 distribuées en 1995 ont été mises en distribution générale le 28 mai 1996. À la suite de la décision sur la mise en circulation générale et la distribution des documents de l'OMC prise par le Conseil général le 14 mai 2002 (WT/L/452), qui a abrogé la décision du 18 juillet 1996, les documents contenant des notifications présentées au titre des articles 5:1, 5:5 et 6:2 font l'objet d'une distribution non restreinte.

10. À sa réunion du 21 mai 2002, le Comité est convenu que le Président présenterait un rapport oral succinct au CCM après chaque réunion du Comité des MIC au cours de laquelle les questions de mise en œuvre en suspens auraient été examinées. En conséquence, le Président du Comité des MIC a rendu compte de l'évolution des débats qui se sont engagés sur cette question aux réunions du CCM des 13 juin et 22 et 23 juillet 2002 dans les documents G/C/M/62 et G/C/M/64, respectivement.

11. À sa réunion du 14 octobre 2002, le Comité a approuvé le rapport à présenter au CCM sur cette question et le lui a transmis sous couvert du document [...].

#### **IV. MÉCANISME D'EXAMEN TRANSITOIRE AU TITRE DU PARAGRAPHE 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE**

12. Conformément au paragraphe 18 du Protocole d'accession de la Chine, le Comité des MIC a entrepris l'examen de la mise en œuvre par la Chine de ses engagements au titre de l'Accord sur les MIC et des dispositions y relatives du Protocole d'accession. À cette fin, la Chine a été invitée à fournir des renseignements pertinents, spécifiés aux paragraphes 3 et 8 de l'annexe 1A du Protocole, avant que l'examen ne commence. Des observations et des questions en rapport avec le mécanisme d'examen transitoire concernant la Chine ont été communiquées par le Japon (G/TRIMS/W/20), les Communautés européennes (G/TRIMS/W/21), les États-Unis (G/TRIMS/W/22) et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (G/TRIMS/W/24).

13. L'examen a eu lieu à la réunion du 14 octobre 2002. Un débat utile s'est déroulé au Comité sur la base des communications susmentionnées. Ce débat est exposé en détail dans le compte rendu de cette réunion (G/TRIMS/M/15). [...].

---

## ANNEXE 1

### Membres qui ont présenté des notifications au titre de l'article 5:1 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce

<u>Membre</u>	<u>Cote du document</u>	<u>Date de communication</u>
Afrique du Sud	G/TRIMS/N/1/ZAF/1	19 avril 1995
Argentine	G/TRIMS/N/1/ARG/1	30 mars 1995
Argentine	G/TRIMS/N/1/ARG/1/Add.1	21 mars 1997
Barbade	G/TRIMS/N/1/BRB/1	31 mars 1995
Bolivie <sup>4</sup>	G/TRIMS/N/1/BOL/1	24 juin 1998
Chili	G/TRIMS/N/1/CHL/1	14 décembre 1995
Chypre <sup>5</sup>	G/TRIMS/N/1/CYP/2	30 octobre 1995
Colombie	G/TRIMS/N/1/COL/1	31 mars 1995
Colombie	G/TRIMS/N/1/COL/1/Add.1	4 juin 1995
Colombie	G/TRIMS/N/1/COL/2	31 juillet 1995
Colombie	G/TRIMS/N/1/COL/2/Corr.1	30 septembre 1996
Costa Rica <sup>6</sup>	G/TRIMS/N/1/CRI/1	30 mars 1995
Cuba <sup>7</sup>	G/TRIMS/N/1/CUB/1	18 juillet 1995
Égypte	G/TRIMS/N/1/EGY/1	29 septembre 1995
Équateur	G/TRIMS/N/1/ECU/1	20 mars 1996
Inde	G/TRIMS/N/1/IND/1	31 mars 1995

---

<sup>4</sup> La Bolivie a par la suite présenté une notification indiquant qu'elle n'applique aucune mesure concernant les investissements et liées au commerce qui soit incompatible avec l'Accord (G/TRIMS/N/1/BOL/1/Add.1).

<sup>5</sup> Cette notification remplace la précédente notification de Chypre (G/TRIMS/N/1/CYP/1) en date du 29 juin 1995; Chypre a par la suite présenté une notification indiquant qu'elle avait supprimé les mesures notifiées au titre de l'article 5:1 (G/TRIMS/N/1/CYP/2/Add.1).

<sup>6</sup> Le Costa Rica a par la suite présenté une notification indiquant qu'il avait l'intention de supprimer les mesures notifiées au titre de l'article 5:1 avant la fin de la période de transition (G/TRIMS/N/1/CRI/1/Add.1).

<sup>7</sup> Cuba a par la suite informé le Comité que les mesures qu'elle avait notifiées au titre de l'article 5:1 n'étaient plus en vigueur (G/TRIMS/M/3, paragraphe 5).

<b><u>Membre</u></b>	<b><u>Cote du document</u></b>	<b><u>Date de communication</u></b>
Inde	G/TRIMS/N/1/IND/1/Add.1	22 décembre 1995
Inde	G/TRIMS/N/1/IND/1/Add.1/Corr.1	18 mars 1996
Inde	G/TRIMS/N/1/IND/1/Add.2	11 avril 1996
Indonésie	G/TRIMS/N/1/IDN/1	23 mai 1995
Indonésie	G/TRIMS/N/1/IDN/1/Add.1	28 octobre 1996
Malaisie	G/TRIMS/N/1/MYS/1	31 mars 1995
Malaisie	G/TRIMS/N/1/MYS/1/Rev.1	14 mars 1996
Mexique	G/TRIMS/N/1/MEX/1	31 mars 1995
Mexique	G/TRIMS/N/1/MEX/1/Rev.1 <sup>8</sup>	31 mars 1995
Nigéria <sup>9</sup>	G/TRIMS/N/1/NGA/1	17 juillet 1996
Ouganda	G/TRIMS/N/1/UGA/1	17 juin 1997
Pakistan	G/TRIMS/N/1/PAK/1	30 mars 1995
Pérou	G/TRIMS/N/1/PER/1	3 mars 1995
Philippines	G/TRIMS/N/1/PHL/1	31 mars 1995
Pologne <sup>10</sup>	G/TRIMS/N/1/POL/1	28 septembre 1995
République dominicaine	G/TRIMS/N/1/DOM/1	26 avril 1995
Roumanie	G/TRIMS/N/1/ROM/1	31 mars 1995
Thaïlande	G/TRIMS/N/1/THA/1	30 mars 1995
Uruguay	G/TRIMS/N/1/URY/1	31 mars 1995
Uruguay	G/TRIMS/N/1/URY/1/Add.1	30 août 1995
Venezuela	G/TRIMS/N/1/VEN/1	31 mars 1995

---

<sup>8</sup> En anglais seulement.

<sup>9</sup> Le Nigéria a par la suite présenté une notification indiquant que la Loi nigériane de 1989 sur la promotion des entreprises avait été abrogée et remplacée par le Décret de 1995 sur la Commission de promotion de l'investissement (G/TRIMS/N/1/NGA/1/Add.1).

<sup>10</sup> La Pologne a par la suite présenté une notification indiquant qu'elle avait supprimé les mesures notifiées au titre de l'article 5:1 (G/TRIMS/N/1/POL/1/Add.1).

## ANNEXE 2

Notifications indiquant qu'aucune mesure incompatible avec l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce n'est appliquée

<u>Membre</u>	<u>Cote du document</u>	<u>Date de communication</u>
Bolivie	G/TRIMS/N/1/BOL/1/Add.1	4 mars 1999
Chypre	G/TRIMS/N/1/CYP/2/Add.1	26 mai 2000
Costa Rica	G/TRIMS/N/1/CRI/1/Add.1 <sup>11</sup>	16 septembre 1999
Haïti	G/TRIMS/N/1/HTI/1	27 février 1998
Honduras	G/TRIMS/N/1/HND/1	7 juillet 1995
Israël	G/TRIMS/N/1/ISR/1	24 octobre 1996
Jamaïque	G/TRIMS/N/1/JAM/1	9 juin 1998
Jordanie	G/TRIMS/N/1/JOR/1	22 mai 2000
Maldives	G/TRIMS/N/1/MLV/1	30 septembre 1999
Mali	G/TRIMS/N/1/MLI/1	27 mai 1997
Maurice	G/TRIMS/N/1/MUS/1	27 mars 1995
Nicaragua	G/TRIMS/N/1/NIC/1	18 juillet 1996
Nouvelle-Zélande	G/TRIMS/N/1/NZL/1	20 mai 1999
Oman	G/TRIMS/N/1/OMN/1	20 décembre 2000
Sainte-Lucie	G/TRIMS/N/1/LCA/1	14 février 1996
Singapour	G/TRIMS/N/1/SGP/1	9 octobre 1996
Slovénie	G/TRIMS/N/1/SVN/1	27 mars 1995
Sri Lanka	G/TRIMS/N/1/LKA/1	14 mars 2000
Suisse	G/TRIMS/N/1/CHE/1	8 août 1995
Taïpei chinois	G/TRIMS/N/1/TPKM/1	27 mai 2002
Trinité-et-Tobago	G/TRIMS/N/1/TTO/1	1 <sup>er</sup> avril 1996
Zambie	G/TRIMS/N/1/ZMB/1	13 avril 1995

---

<sup>11</sup> Un corrigendum concernant la version anglaise a été distribué le 26 octobre 1999 sous la cote G/TRIMS/N/1/CRI/1/Add.1/Corr.1.

### ANNEXE 3

Membres qui ont présenté des notifications au titre de l'article 6:2 de l'Accord sur  
les mesures concernant les investissements et liées au commerce

Afrique du Sud  
Argentine  
Australie  
Brésil  
Brunéi Darrusalam  
Bulgarie  
Burundi  
Cameroun  
Chili  
Chine  
Colombie  
Communauté européenne (y compris les États membres)  
Corée  
Costa Rica  
Croatie  
Cuba  
Dominique  
Équateur  
Estonie  
États-Unis  
Fidji, Rép. des  
Gabon  
Géorgie  
Ghana  
Haïti  
Hong Kong, Chine  
Inde  
Indonésie  
Islande  
Israël  
Jamaïque  
Japon  
Lettonie  
Liechtenstein  
Lituanie  
Macao, Chine  
Madagascar  
Maldives  
Mali  
Malte  
Maurice  
Moldova  
Mongolie  
Namibie  
Nicaragua  
Norvège  
Nouvelle-Zélande  
Ouganda  
Panama

Paraguay  
Pérou  
Philippines  
Pologne  
Qatar  
République kirghize  
République slovaque  
République tchèque  
Roumanie  
Singapour  
Slovénie  
Sri Lanka  
Suisse  
Suriname  
Taïpei chinois  
Tchad  
Thaïlande  
Trinité-et-Tobago  
Tunisie  
Uruguay  
Venezuela, Rép. bolivarienne du  
Zambie  
Zimbabwe

---